

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/DS/W/18
7 octobre 2002

(02-5382)

Organe de règlement des différends
Session extraordinaire

Original: anglais

NÉGOCIATIONS CONCERNANT LE MÉMORANDUM D'ACCORD SUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Propositions concernant le Mémorandum d'accord présentées par Cuba, le Honduras,
l'Inde, la Malaisie, le Pakistan, Sri Lanka, la Tanzanie et le Zimbabwe

La Mission permanente de l'Inde a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 20 septembre 2002, au nom de Cuba, du Honduras, de l'Inde, de la Malaisie, du Pakistan, de Sri Lanka, de la Tanzanie et du Zimbabwe.

I. INTRODUCTION

Lors du réexamen du Mémorandum d'accord en 1998-1999, certains pays en développement Membres ont présenté des documents de travail et des propositions concernant la chronologie, les dispositions relatives au traitement spécial et différencié et d'autres questions, afin que le Mémorandum d'accord soit appliqué avec plus d'efficacité. Le document Job n° 4566 qui a été distribué par le Secrétariat de l'OMC le 29 juillet 1999 donne une idée des vues qui ont été exposées dans les documents de travail; toutefois, les propositions ont été distribuées séparément sous forme de jobs.

Par suite de la Déclaration ministérielle de Doha, les CE ont présenté des propositions détaillées (TN/DS/W/1) sur la chronologie, le traitement spécial et différencié et bien d'autres questions. L'Australie, la Corée, le Costa Rica, l'Équateur, les États-Unis, le Japon et la Thaïlande ont également présenté des propositions. Nous formulerons des observations concernant ces propositions lorsque celles-ci seront examinées d'une manière approfondie.

Nous faisons dans le présent document quelques propositions sur des questions systémiques. Nous estimons que ces propositions contribueront à renforcer le système de règlement des différends, qui est "un élément essentiel pour assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral".

II. SOLUTIONS CONVENUES D'UN COMMUN ACCORD

Question

L'article 3:6 du Mémorandum d'accord oblige les Membres à notifier à l'ORD et aux autres organes compétents de l'OMC toute solution convenue d'un commun accord au sujet de questions soulevées formellement dans le cadre des procédures de règlement des différends de l'OMC. Toutefois, il ne précise pas le délai dans lequel ces solutions devraient être notifiées ni les détails qui devraient figurer dans la notification.

Depuis la création de l'OMC en 1995 et jusqu'au 1^{er} août 2002, les Membres ont porté 262 différends devant l'OMC. De ce nombre, 78 différends sont allés jusqu'à l'étape du groupe spécial (soit la procédure de groupe spécial/d'appel est achevée, soit elle est en cours). Les demandes d'établissement d'un groupe spécial ont été retirées ou la mesure contestée a été supprimée dans 23 cas. Des solutions convenues d'un commun accord ont été notifiées à l'ORD en ce qui concerne 35 différends. En ce qui concerne les autres différends, dont le nombre dépasse 120, soit les plaignants ont décidé de ne pas poursuivre l'affaire plus loin après avoir tenu des consultations, soit les parties sont éventuellement parvenues à une forme d'accord.

Bien que les parties soient tenues de notifier les solutions convenues d'un commun accord, le Mémoire d'accord ne précise pas ce qui arrivera si les parties décident de ne pas le faire. En outre, aucun délai n'est imparti pour la notification de ces solutions. Les détails que devraient renfermer ces notifications ne sont pas précisés non plus. Si les parties ne notifient pas rapidement et d'une manière suffisamment détaillée les solutions convenues d'un commun accord, les autres Membres n'auront pas la possibilité d'évaluer l'incidence de ces solutions sur leurs échanges.

Proposition

Afin d'éviter de telles situations, il est proposé d'apporter l'amendement ci-après à l'article 3:6 du Mémoire d'accord:

"6. **Les conditions de règlement qui président aux solutions convenues d'un commun accord pour régler des questions soulevées formellement au titre des dispositions des accords visés relatives aux consultations et au règlement des différends seront notifiées dans un délai de 60 jours à compter de la date de cet accord et d'une manière suffisamment détaillée à l'ORD et aux Conseils et Comités compétents, devant lesquels tout Membre pourra soulever toute question à ce sujet.**"

III. MÉMOIRES D'AMICUS CURIAE

Introduction

Le 4 mars 2002, les CE ont présenté une série détaillée de propositions d'amendement au Mémoire d'accord. L'une de ces propositions vise à insérer dans le Mémoire d'accord un nouvel article, l'article 13bis, prévoyant l'admissibilité et l'acceptation des mémoires d'*amicus curiae*. Le projet d'article reprend, en y apportant certaines modifications, la communication de l'Organe d'appel du 8 novembre 2000 (WT/DS135/9) concernant l'admissibilité et la présentation des mémoires d'*amicus curiae* dans l'affaire *CE – Amiante* (DS135). Les CE ont dit, à l'appui de leur proposition, que le Mémoire d'accord, tel qu'il avait été interprété par l'Organe d'appel, "permet[tait] désormais la présentation de mémoire d'*amicus curiae* au cas par cas". Par conséquent, elles estiment qu'il est "nécessaire de mieux définir le cadre et les conditions" régissant l'admissibilité de ces mémoires "dans peut-être tous les cas".

Dans leurs propositions du 9 août 2002 (TN/DS/W/13), les États-Unis ont observé qu'"[à] la lumière de l'expérience acquise à ce jour ..., les Membres voudront peut-être voir s'il serait utile de proposer des procédures indicatives pour traiter les communications d'*amicus curiae* afin de répondre aux préoccupations de procédure qui ont été soulevées par les Membres, les groupes spéciaux et l'Organe d'appel".

À notre avis, il n'y a pas lieu d'ajouter une disposition prévoyant l'acceptation des mémoires d'*amicus curiae*. Toutefois, il serait nécessaire et utile d'aborder cette question au cours du présent

réexamen. Cela pourrait être fait en précisant le sens du mot "demander" qui figure à l'article 13 du Mémoire d'accord, de manière à dissiper l'incertitude et la controverse entourant cette question.

Contexte

Il peut être utile de rappeler les faits pour remettre la question des mémoires d'*amicus curiae* dans son contexte.

Pendant les négociations du Cycle d'Uruguay, le Groupe informel des questions institutionnelles a examiné la question de prévoir la possibilité de présenter des mémoires d'*amicus curiae* dans le cadre du système de règlement des différends de l'OMC. En novembre 1993, une délégation a présenté une proposition de négociation informelle qui aurait eu pour effet d'autoriser les groupes spéciaux à inviter des personnes intéressées (autres que des parties ou des tierces parties au différend) à présenter leurs vues par écrit. En raison du tollé général soulevé par cette proposition, celle-ci n'a pas été incorporée dans le Mémoire d'accord.

Après la création de l'OMC, la question des mémoires d'*amicus curiae* s'est posée dans l'affaire *États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes* (DS58). L'Organe d'appel s'est penché sur cette question pour la première fois après que les États-Unis eurent fait appel de la décision du Groupe spécial de refuser de prendre en considération les mémoires d'*amicus curiae*.

Le mandat des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel consiste à clarifier les dispositions des accords visés de l'OMC "conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public" (article 3:2 du Mémoire d'accord). Conformément à ce qui a été dit par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Essence* (DS2) et à ce qu'il a redit par la suite dans d'autres affaires, ces règles coutumières d'interprétation sont énoncées aux articles 31 et 32 de la Convention de Vienne sur le droit des traités (la "Convention"). Bien que l'article 32 renferme des règles complémentaires d'interprétation, l'article 31 de la Convention dispose que les dispositions d'un traité/accord international devraient être interprétées "de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but".

Bien qu'il n'existe aucun rapport de dépendance entre le "sens ordinaire", c'est-à-dire "texte" et "contexte", "objet et but", l'Organe d'appel et les groupes spéciaux ont eu pour pratique jusqu'ici de commencer leurs clarifications par une interprétation textuelle en se référant au sens que donnent les dictionnaires aux dispositions des accords visés. Toutefois, dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*, l'Organe d'appel ne s'est référé ni au texte ni au sens du dictionnaire pour clarifier le mot "demander". Il s'est plutôt référé à l'"idée qui sous-tend" les articles 11, 12 et 13 du Mémoire d'accord et au "contexte" dans lequel ils s'inscrivent pour dire que le mot "demander" figurant à l'article 13 du Mémoire d'accord pouvait signifier l'acceptation par les groupes spéciaux de mémoires d'*amicus curiae* qui n'avaient pas été demandés. Il a estimé que l'interprétation textuelle donnée par le Groupe spécial dans l'affaire des *crevettes* était trop "littérale" et "indûment formel[le] et technique".

L'Organe d'appel a annoncé dans sa décision intérimaire qu'il avait accepté le mémoire d'*amicus curiae* qui lui avait été envoyé directement en promettant d'exposer ses motifs dans sa décision finale. Toutefois, il n'a donné aucune raison convaincante justifiant l'acceptation des mémoires d'*amicus curiae* qui étaient annexés, mais qui n'étaient approuvés que dans la mesure où les États-Unis les avaient repris à leur compte dans leur communication en tant qu'appelant. Cette façon de procéder a suscité des commentaires défavorables de la part de bon nombre des Membres qui ont pris la parole à l'occasion de la réunion de l'ORD qui a eu lieu le 6 novembre 1998 (WT/DSB/M/50).

L'Organe d'appel s'est penché sur la question des mémoires d'*amicus curiae* dans le cadre d'une autre affaire: *États-Unis – Acier au bismuth* (DS138). Dans cet appel, l'Organe d'appel avait

reçu des mémoires d'*amicus curiae* qui lui avaient été envoyés directement par des associations représentant l'industrie sidérurgique des États-Unis. Bien que l'Organe d'appel ait estimé que ces mémoires étaient dénués d'intérêt dans l'affaire dont il était saisi et qu'il ne les a donc pas pris en considération, il a toutefois affirmé qu'il était habilité légalement à accepter et à examiner ces communications, dès lors que rien dans le Mémorandum d'accord ni dans les Procédures de travail pour l'examen en appel (les "Procédures de travail") ne lui "interd[isait] explicitement" de le faire. Il a souligné que l'article 17:9 du Mémorandum d'accord lui conférait un "large pouvoir" lorsqu'il s'agissait d'élaborer des règles de procédure. Par conséquent, l'Organe d'appel a estimé qu'il était "habilité légalement à décider de l'opportunité d'accepter et d'examiner ou non les renseignements [qu'il] estim[ait] pertinents et utiles dans le cadre d'une procédure d'appel".¹ Le point de vue adopté par l'Organe d'appel a été critiqué par un grand nombre de Membres à la réunion que l'ORD a tenue le 7 juin 2000 (WT/DSB/M/83).

L'Organe d'appel n'a pas tenu compte des vues des Membres sur cette question de fond, comme il ressort de l'affaire *CE – Amiante*. Dans cette affaire, l'Organe d'appel est allé encore plus loin en demandant des mémoires d'*amicus curiae* sous prétexte d'adopter des procédures pour examiner cet appel. S'étant peut-être rendu compte que son "habilitation légale" à accepter des mémoires d'*amicus curiae* reposait sur une hypothèse erronée, l'Organe d'appel a invoqué la règle 16 1) de ses Procédures de travail pour distribuer aux ONG et aux autres une communication dans laquelle il énonçait les procédures relatives à la recevabilité des mémoires d'*amicus curiae* et à la présentation de mémoires d'*amicus curiae* par des non-parties au différend. La règle 16 1), qui est de nature supplétive, permet d'adopter des procédures pour combler les lacunes des Procédures de travail afin de faire face à des situations imprévues dans le cadre d'un appel. Elle ne saurait constituer un fondement juridique approprié pour établir des procédures concernant une question de fond aussi controversée.

Cela a amené l'ensemble des Membres de l'OMC, à l'exception de quelques-uns, à exprimer leur étonnement et leur désapprobation au vu du fait que l'Organe d'appel élaborait ses propres méthodes de travail au sujet d'une question qui allait au-delà de sa compétence. Cela était manifeste à la réunion du Conseil général du 22 novembre 2000, qui a été expressément convoquée à cette fin, au cours de laquelle les Membres avaient largement le sentiment que l'Organe d'appel devait faire preuve de la plus grande circonspection à l'avenir.

Compte tenu de ce qui précède, il est évident que les négociateurs du Cycle d'Uruguay avaient clairement rejeté l'idée que soient acceptés des mémoires d'*amicus curiae* qui n'avaient pas été demandés; et que ni l'article 13 du Mémorandum d'accord, ni l'absence "d'interdiction explicite" dans le Mémorandum d'accord ou les Procédures de travail, ni la règle 16 1) ne pouvaient constituer une base juridique adéquate pour recevoir et accepter des mémoires d'*amicus curiae* dans une procédure de règlement des différends.

Le système de règlement des différends de l'OMC a un caractère intergouvernemental. Permettre à des non-membres d'y participer et de présenter des mémoires d'*amicus curiae* nuirait à ce caractère. Les gouvernements Membres portent des différends devant l'OMC (ou se défendent) après avoir consulté toutes les parties prenantes sur le plan intérieur et en tenant compte de l'intérêt général de l'État/du territoire qu'ils représentent. Des entités non-gouvernementales chercheraient à défendre et à promouvoir leurs propres intérêts sectoriels. S'il était permis à de telles entités non-gouvernementales d'influer sur le processus et l'issue des différends, cela porterait gravement atteinte au pouvoir et à la capacité des gouvernements Membres de participer effectivement au

¹Bien que l'Organe d'appel se soit référé dans une note de bas de page à la règle 16 1) de ses Procédures de travail, laquelle l'aurait habilité à élaborer des procédures appropriées dans certaines circonstances si ces circonstances n'étaient pas prévues dans ses Procédures de travail, il ne s'est toutefois pas appuyé sur cette règle.

processus de règlement des différends. En outre, si les gouvernements Membres étaient tenus de répondre à la communication de mémoires d'*amicus curiae*, cela leur imposerait des obligations allant au-delà de ce qui a été négocié. Comme il faudrait répondre à ces communications dans un délai donné, cela serait contraignant pour les pays en développement Membres en particulier. Par ailleurs, le manque de ressources financières empêcherait les entités non-gouvernementales des pays en développement de participer effectivement au processus de règlement des différends, même s'il était permis de déposer des mémoires d'*amicus curiae*. Cette proposition serait également contraignante pour les groupes spéciaux, l'Organe d'appel, les arbitres et le Secrétariat de l'OMC, qui sont tenus de respecter des délais stricts.

Il importe donc de mettre fin à cette controverse en précisant le sens du mot "demander", qui figure à l'article 13 du Mémorandum d'accord.

Le New Shorter Oxford English Dictionary donne au mot "*seek*" ("demander") le sens de "*ask for, demand, request*" quelqu'un ou quelque chose ("faire connaître à quelqu'un ce qu'on désire obtenir de lui; demander une chose que l'on recherche"). Par conséquent, il est proposé d'ajouter les deux notes de bas de page ci-après à l'article 13:

"'Demander' s'entend de tout renseignement que les groupes spéciaux cherchent à obtenir, sollicitent, exigent ou réclament. Les groupes spéciaux ne tiendront pas compte des renseignements qu'ils n'ont pas demandés."

"Aux termes du présent Mémorandum d'accord, les dispositions de la note de bas de page 1 s'appliquent également à l'Organe d'appel et aux arbitres."

IV. DURÉE DU MANDAT DES MEMBRES DE L'ORGANE D'APPEL

Contexte

L'article 17 du Mémorandum d'accord prévoit la création d'un Organe d'appel permanent composé de sept personnes. En outre, le paragraphe 2 de cet article dispose que l'ORD désignera les personnes qui feront partie de l'Organe d'appel, que leur mandat sera de quatre ans et que, pour chacune, celui-ci sera renouvelable une fois.

Question

Le système actuel prévoit la possibilité de renouveler le mandat des membres de l'Organe d'appel qui le souhaitent et que cela intéresse, en leur attribuant un deuxième mandat de quatre ans par suite d'une décision en ce sens des Membres de l'OMC. L'ORD peut accepter ou refuser une demande de renouvellement de mandat présentée par un membre de l'Organe d'appel. Cette situation dans laquelle les membres de l'Organe d'appel sont tributaires des Membres de l'OMC pour obtenir un deuxième mandat de quatre ans n'est pas compatible avec la dignité des fonctions élevées qu'ils exercent. Elle n'est pas non plus de nature à favoriser l'indépendance dont doivent faire preuve les membres de l'Organe d'appel dans l'exercice de leurs fonctions. À cet égard, les opinions de M. Claus-Dieter Ehlermann, ancien membre de l'Organe d'appel, sont intéressantes. Il a dit: "Je suis persuadé que, tout bien considéré, la deuxième option (mandat non renouvelable) est la meilleure, si l'indépendance personnelle du titulaire du mandat est une source de préoccupation importante. Je plaiderais donc en faveur de l'augmentation de la durée du mandat actuel de quatre ans, renouvelable une fois, en prônant un mandat non renouvelable de huit ans."² M. Florentino Feliciano, ancien

² Claus-Dieter Ehlermann, "*Some Personal Experiences as Member of the Appellate Body of the WTO*", Policy Paper 02/9 publié par le Centre Robert Schuman de hautes études de l'Institut universitaire européen en juillet 2002.

membre de l'Organe d'appel lui aussi, a appuyé cette idée lorsqu'il a participé à l'atelier sur les améliorations et clarifications pouvant être apportées au Mémoire d'accord de l'OMC sur le règlement des différends, organisé par la CNUCED les 4 et 5 juillet 2002. En conséquence, pour permettre aux membres de l'Organe d'appel de s'acquitter de leurs fonctions en toute indépendance, les Membres de l'OMC ont la responsabilité de faire en sorte que les membres de l'Organe d'appel, après avoir été désignés pour occuper leurs fonctions élevées, ne dépendent pas de l'appui des Membres de l'OMC pour obtenir un deuxième mandat.

Proposition

Afin de préserver et de rehausser la dignité des fonctions élevées qu'exercent les membres de l'Organe d'appel et de faire en sorte que ceux-ci ne soient pas tributaires des Membres de l'OMC pour obtenir un deuxième mandat, il est proposé que tous les nouveaux membres de l'Organe d'appel (c'est-à-dire tous ceux qui seront désignés à partir du 1^{er} janvier 2004) aient un mandat non renouvelable. Nous estimons que ce mandat non renouvelable devrait avoir une durée de six ans. Cette façon de procéder créerait un climat propice au fonctionnement impartial et indépendant de l'Organe d'appel.

Clarifications

Cette proposition n'influerait aucunement sur la durée du mandat des membres de l'Organe d'appel qui sont en poste actuellement. Elle ne viserait que ceux qui seront désignés à l'avenir. La décision d'instaurer un mandat de six ans n'aurait aucunement pour effet d'obliger tous les membres de l'Organe d'appel à partir en même temps. Il faudrait apporter un amendement au paragraphe 2 de l'article 17 du Mémoire d'accord. Lorsqu'il sera donné suite à cette proposition, il faudra veiller à ce que la composition de l'Organe d'appel soit, dans l'ensemble, représentative de celle de l'OMC, conformément à l'article 17:3.

V. APPORTS DU SECRÉTARIAT

Il convient de se demander s'il est opportun que le Secrétariat aide les groupes spéciaux, étant donné qu'il doit rester neutre et que les parties au différend ne voient pas les communications que celui-ci présente aux groupes spéciaux. Il semble que, dans certains différends, le Secrétariat ait communiqué aux groupes spéciaux un historique des négociations qui n'avait pas l'aval des Membres et que les groupes spéciaux se soient appuyés sur ces apports du Secrétariat. Il faudrait veiller à ce que tous les documents, notes, renseignements, etc. communiqués par le Secrétariat aux groupes spéciaux soient rapidement transmis aux parties au différend. Cela leur permettrait de présenter leurs vues sur les documents qui peuvent être utilisés par un groupe spécial pour régler un différend. Il est donc proposé d'apporter l'amendement suivant au paragraphe 10 de l'Appendice 3 du Mémoire d'accord:

"Afin de garantir une totale transparence, les parties seront présentes lors des exposés, réfutations et déclarations dont il est fait mention aux paragraphes 5 à 9. De plus, les exposés écrits de chaque partie, y compris les observations sur la partie descriptive du rapport et les réponses aux questions posées par le groupe spécial, seront mises à la disposition de l'autre partie ou des autres parties. Les documents, notes, renseignements, etc. communiqués par le Secrétariat au groupe spécial seront transmis dans les moindres délais aux parties aux différends, dont les vues concernant ces documents, notes, renseignements, etc. seront prises en considération par le groupe spécial."

Cette disposition contribuerait à améliorer la transparence du processus de règlement des différends.

VI. CARACTÈRE SUFFISANT DE LA DÉCLARATION D'APPEL

Le Mémorandum d'accord confère le droit de faire appel des rapports de groupes spéciaux. L'article 17:6 du Mémorandum d'accord dispose que l'appel sera limité "aux questions de droit couvertes par le rapport du groupe spécial et aux interprétations du droit données par celui-ci". L'article 17:13 dispose que l'Organe d'appel pourra "confirmer, modifier ou infirmer les constatations et les conclusions juridiques du groupe spécial". Conformément au pouvoir qui lui est donné à l'article 17:9, l'Organe d'appel a élaboré des "Procédures de travail pour l'examen en appel" (WT/AB/WP/4) (ci-après dénommées les "Procédures de travail").

Aux termes de la règle 20 2) des Procédures de travail, la déclaration d'appel devrait comprendre, entre autres,

"un bref exposé de la nature de l'appel, y compris les allégations d'erreurs dans les questions de droit couvertes par le rapport du groupe spécial et les interprétations du droit données par celui-ci".

Les déclarations d'appel qui sont déposées auprès de l'Organe d'appel, quoique succinctes, indiquent normalement avec suffisamment de précision la nature de l'appel et les questions de droit dont il est fait appel. Toutefois, dans quelques affaires, elles étaient trop succinctes, de sorte que les intimés et les tierces parties ne pouvaient pas savoir exactement quelles étaient les questions de droit dont il était fait appel. Cela a porté atteinte à leur droit de répondre et de se défendre correctement en appel, alors qu'ils ne disposaient que de 25 jours. Si la déclaration d'appel n'est pas suffisamment précise, ils doivent attendre la communication de l'appelant pour préparer leur réponse/défense. En pareil cas, ils auront perdu dix journées précieuses, ce qui est particulièrement contraignant pour les pays en développement Membres, qui disposent de ressources et de compétences limitées. Nous suggérons donc qu'il soit demandé à l'Organe d'appel d'élaborer des lignes directrices sur la nature des déclarations d'appel, et de réviser ses Procédures de travail.

VII. DROITS DES TIERCES PARTIES DANS LES PROCÉDURES D'APPEL

Les Membres se préoccupent de la préservation et de l'élargissement des droits qu'ont les tierces parties dans le processus de règlement des différends. Les propositions présentées par les CE et le Costa Rica traitent de cette question.

L'article 10:2 du Mémorandum d'accord dispose que les tierces parties qui ont un intérêt substantiel dans une affaire et qui en ont informé l'ORD "aur[ont] la possibilité de se faire entendre par [l]e groupe spécial et de lui présenter des communications écrites", et qu'"il ... sera fait état [de ces communications] dans le rapport du groupe spécial". L'article 17:4 du Mémorandum d'accord dispose que les tierces parties "... pourront présenter des communications écrites à l'Organe d'appel et avoir la possibilité de se faire entendre par lui".

Bien que l'accent soit mis sur la "possibilité de se faire entendre" dans les procédures de groupe spécial, il semble que l'accent ait été mis sur la "présent[ation] de communications écrites" dans les procédures d'appel. Par ailleurs, bien que la première partie de l'article 17:4 citée plus haut donne à la tierce partie le droit ou la possibilité de présenter une communication écrite ("pourront présenter une communication écrite"), la deuxième partie semble donner à l'Organe d'appel le pouvoir discrétionnaire d'entendre ou de ne pas entendre les tierces parties ("pourront ... avoir la possibilité de se faire entendre par lui"). Le fait que l'accent est mis sur des aspects différents et que les deux phrases sont construites différemment a amené l'Organe d'appel à faire des distinctions subtiles entre "tierce partie" et "participant tiers" dans les règles 1, 24 et 27 3) des Procédures de travail qu'il a élaborées. Il convient de noter que l'expression "participant tiers" ne figure pas dans le Mémorandum

d'accord. En application de ces règles, l'Organe d'appel, dans quelques différends³, a interdit aux tierces parties de faire des déclarations orales lorsqu'elles n'avaient pas présenté de communication écrite.

Ainsi, la communication écrite aurait pour effet de transformer les "tierces parties" en "participants tiers" qui auraient plus de droits que les premiers. Les tierces parties sont néanmoins autorisées à participer aux audiences de l'Organe d'appel en qualité d'"observateurs passifs", c'est-à-dire simplement pour écouter et surveiller les débats, si elles en font la demande. Même ce droit limité d'assister aux audiences de l'Organe d'appel n'est accordé que si les participants et les participants tiers ne formulent aucune objection.

Par conséquent, pour parvenir à une plus grande transparence interne et renforcer les droits des Membres de participer au processus de règlement des différends, il est proposé de modifier l'article 17:4 en s'inspirant de l'article 10:2. Cela obligerait l'Organe d'appel à modifier ses Procédures de travail.

³Crevettes (DS58), Chaussures (DS121), Amiante (DS135), Viande d'agneau (DS177 et 178), Crevettes 21:5 (DS58) et Automobiles (DS146 et 175).